

SA TXCOM

Société Anonyme au capital de 246.372 Euros
Siège Social : 10 avenue Descartes – 92350 Le Plessis Robinson

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale des Actionnaires de la société SA TXCOM,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SA TXCOM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

2.1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note de l'annexe aux comptes annuels concernant les « Frais de recherche et de développement ».

Votre société a comptabilisé à l'actif du bilan annuel un montant brut de frais de développement de 2 761K€, amortis ou dépréciés au 31 décembre 2018 à hauteur de 2 324K€, soit un montant net de 437 K€.

4. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Comme indiqué dans la note intitulée « Tableau des provisions » de l'annexe, votre société constitue des provisions pour couvrir les risques liés à son activité. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer les risques, sur une revue des risques identifiés et des estimations retenues, et sur un examen des événements postérieurs venant corroborer ces estimations.
- Comme détaillé au paragraphe « Frais de recherche et de développement » de l'annexe, votre société comptabilise à l'actif des frais de développement dans le cadre de suivis individualisés de projets. Notre appréciation des montants portés à l'actif a notamment consisté à nous assurer que les montants en cause répondaient aux critères d'activation selon les règles et principes comptables applicables en France, et à obtenir de la part de la Direction la confirmation que les projets avaient une probabilité importante d'aboutir, avec une rentabilité commerciale prévisionnelle probable.

5. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

5.1. Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du Code de commerce.

5.2. Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

5.3. Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

7. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs dans son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels, et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 24 avril 2019



Auditeurs & Conseils Associés
Représenté par
Eric Chapus

Bilan actif

Rubriques	BRUT	Amort. Dépréciation	Net au 31/12/2018	Net au 31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Frais de développement	2 636 564	2 324 037	312 527	507 993
Concessions, brevets et droits similaires	150 723	112 458	38 265	42 425
Fonds commerciaux	228 055	30 000	198 055	198 055
Autres immobilisations incorporelles en cours R&D	124 318		124 318	192 064
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Terrains	30 480	-	30 480	30 480
Constructions	98 290	64 804	33 486	20 947
Installations techniques, matériel et outillage industriels	415 309	341 426	73 882	111 096
Autres immobilisations corporelles	196 130	149 748	46 382	49 622
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence				
Autres participations	114 710	99 108	15 602	15 602
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	20 013	-	20 013	20 013
Prêts			-	-
Autres immobilisations financières	3 507		3 507	3 507
<i>Actif immobilisé</i>	<i>4 018 098</i>	<i>3 121 581</i>	<i>896 517</i>	<i>1 191 803</i>
Stocks de matières premières, d'approvisionnements	1 087 120	404 143	682 977	921 985
Stocks d'en-cours de production de biens	235 825		235 825	245 894
Stocks d'en-cours de production de services			-	-
Stocks produits intermédiaires et finis	208 778	8 647	200 131	171 885
Stock de marchandises			-	-
Avances, acomptes versés sur commandes	27 479		27 479	31 840
Créances clients et comptes rattachés	150 470	543	149 927	396 562
Autres créances	541 596		541 596	790 564
Capital souscrit et appelé, non versé			-	-
Valeurs mobilières de placement	869 714		869 714	512 434
Dont actions propres :			-	-
Disponibilités	5 683 209		5 683 209	4 567 725
Charges constatées d'avance	81 457		81 457	115 008
<i>Actif circulant</i>	<i>8 885 648</i>	<i>413 332</i>	<i>8 472 316</i>	<i>7 753 896</i>
<i>Frais d'émission d'emprunts à étaler</i>				
<i>Prime de remboursement des obligations</i>				
<i>Ecart de conversion actif</i>	<i>5 758</i>		<i>5 758</i>	<i>15 119</i>
TOTAL	12 909 504	3 534 913	9 374 591	8 960 819

Bilan passif

Rubriques	Net au 31/12/2018	Net au 31/12/2017
Capital social ou individuel (dont versé : 246 372)	246 372	246 372
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	2 938 987	2 938 987
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence)		
Réserve légale	24 637	24 637
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours)		
Autres réserves	409 609	409 609
Report à nouveau	2 420 886	1 965 809
RESULTAT DE L'EXERCICE	889 822	652 175
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<i>Capitaux propres</i>	<i>6 930 313</i>	<i>6 237 588</i>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<i>Autres fonds propres</i>		
Provisions pour risques	84 483	33 119
Provisions pour charges	-	
<i>Provisions pour risques et charges</i>	<i>84 483</i>	<i>33 119</i>
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs :)	252	4 500
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	280 056	199 463
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	640 947	861 071
Dettes fiscales et sociales	286 934	317 377
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	41 525	17 892
Produits constatés d'avance	1 100 884	1 277 876
<i>Dettes</i>	<i>2 350 597</i>	<i>2 678 179</i>
<i>Ecart de conversion passif</i>	<i>9 198</i>	<i>11 933</i>
TOTAL	9 374 591	8 960 819

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat

Rubriques	France	Export	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises	24 344	10 747	35 090	50 234
Production vendue de biens	3 736 658	5 655 912	9 392 570	8 483 999
Production vendue de services	34 828	14 792	49 620	30 065
<i>Chiffre d'affaires net</i>	3 795 830	5 681 450	9 477 280	8 564 298
Production stockée			26 824	37 590
Production immobilisée			67 293	242 751
Subventions d'exploitation			1 500	2 000
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges			173 664	208 759
Autres produits			96 348	95 645
<i>Produits d'exploitation</i>			9 842 909	9 151 043
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			120 900	211 240
Variations de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			4 545 226	4 422 931
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			224 756	- 177 136
Autres achats et charges externes			1 464 280	1 292 643
Impôts, taxes et versements assimilés			248 173	254 223
Salaires et traitements			1 207 232	1 301 175
Charges sociales			450 462	478 126
Dotations aux amortissements sur immobilisations			398 310	442 150
Dotations aux provisions immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			66 246	18 845
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			99 642	76 158
<i>Charges d'exploitation</i>			8 825 228	8 320 355
<i>Résultat d'exploitation</i>			1 017 681	830 687
<i>Bénéfice attribué ou perte transférée</i>				
<i>Perte supportée ou bénéfice transféré</i>				
Produits financiers de participation			3 452	4 830
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			39 990	17 210
Reprises sur provisions et transferts de charges			15 119	4 344
Différences positives de change			118 596	414
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			75	24
<i>Produits financiers</i>			177 232	26 822
Dotations financières aux amortissements et provisions			5 758	15 119
Intérêts et charges assimilés			0	25
Différences négatives de change			511	212 424
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<i>Charges financières</i>			6 269	227 568
<i>Résultat financier</i>			170 963	- 200 746
<i>Résultat courant avant impôts</i>			1 188 644	629 941

Compte de résultat

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	43 846	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital	177 409	476 992
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	3 751
<i>Produits exceptionnels</i>	<i>221 254</i>	<i>480 743</i>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	121 819	193 340
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	15 835	39 631
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	60 725	-
<i>Charges exceptionnelles</i>	<i>198 379</i>	<i>232 971</i>
<i>Résultat exceptionnel</i>	<i>22 875</i>	<i>247 772</i>
<i>Participation des salariés au résultat de l'entreprise</i>		
<i>Impôts sur les bénéfices</i>	<i>321 697</i>	<i>225 538</i>
<i>Total des produits</i>	<i>10 241 395</i>	<i>9 658 607</i>
<i>Total des charges</i>	<i>9 351 573</i>	<i>9 006 433</i>
<i>Bénéfice ou perte</i>	<i>889 822</i>	<i>652 175</i>

ANNEXE

Faits majeurs de l'exercice ayant une incidence comptable

Lease-Back Immobilier

Par acte notarié en date du 31 mars 2010, la société a procédé à un Lease-back de l'ensemble immobilier de son siège social pour un prix global de 4.000.000 € dont 600.000 € au titre du terrain.

Cette opération se place sous le régime de l'article 39 Novedecies du CGI, la société a donc procédé à l'étalement de la plus-value du contrat, soit 15 ans.

En conséquence, au titre de la période, la société a donc constitué un résultat exceptionnel de 176 922 €.

Le retraitement fiscal de la redevance qui concerne les éléments non amortissables a généré une réintégration extracomptable de 99 887 €

Crédit d'impôt recherche

Au 31 décembre 2018, la société TXCOM a constitué un CIR de 79 049 €

Crédit d'impôt compétitivité emploi

Le crédit d'impôt compétitivité d'emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2018 a été constaté pour un montant de 43 498 €. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 645900 – Charges de personnel.

Le produit du CICE comptabilisé vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

Dividendes

La société a procédé à une distribution de dividendes de 197 098 € au cours du premier semestre 2018.

Evènement au cours de l'exercice

Néant

Traitement des écarts de changes

Conformément au règlement ANC N°2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, les écarts de change attachés aux créances et dettes commerciales ont été comptabilisés en compte d'exploitation 756 et 656 (PDG, art.932-1) et non plus au niveau financier.

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'entreprise : SA TXCOM

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018, dont le total est de 9 374 591 € et au compte de résultat de l'exercice, dégagant un bénéfice de 889 822 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément au règlement de l'autorité des normes comptables N°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2015-06 du 23 novembre 2015.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Constructions	30 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 à 20 ans
Installations techniques	5 à 15 ans
Matériels et outillage industriels	5 à 10 ans
Installations générales, agencements et	5 à 15 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel de bureau	3 à 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier	10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

La nouvelle réglementation en matière de fonds de commerce non amortis conduit à réaliser obligatoirement, au titre des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016, un test de dépréciation au moins une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur (PCG, art. 214-15).

Titres de participation

Les titres de participation, sont évalués à leur valeur d'acquisition. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable à la clôture de l'exercice.

Titres de placements

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés pour leur achat.

Les valeurs mobilières ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice
- pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transports, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités règlementaires.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement retraite

L'engagement envers les salariés au titre des indemnités de fin de carrière est estimé à 208 701 € au 31 décembre 2018.

Pour rappel, cet engagement était de 201 384 € au 31 décembre 2017.

La méthode de calcul est la suivante :

Ne partent à la retraite volontaire que les salariés de plus de 65 ans.

L'évaluation des personnels concernés en fonction de leur âge actuel, de l'application d'un taux de rotation individualisé et de table de mortalité.

Le taux d'actualisation pris en compte est de 2%, le taux de progression retenu des rémunérations est de 1% et celui de rotation de l'effectif est dégressif selon l'âge (de 20% à 1% selon la tranche d'âge)

Effectif (ETP : Equivalent Temps Plein)

	2018 ETP	2017 ETP
Employés – ETAM	24,07	25,72
Cadres	11,42	12,70
Total	35,49	38,42

Consolidation

La société TXCOM est tête de groupe et établit des comptes consolidés à ce titre.

Notes sur le bilan

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentations	Diminutions	En fin d'exercice
Frais de recherche et de développement	2 517 360	203 231	84 027	2 636 564
Fonds commercial	228 055			228 055
Concessions, brevets et droits similaires	144 448	6 276		150 724
Immobilisations corporelles en cours	192 064	124 318	192 064	124 318
<i>Immobilisations incorporelles</i>	3 081 926	333 825	276 091	3 139 660
Terrains	30 480			30 480
Constructions sur sol propre	50 882			50 882
Constructions sur sol d'autrui	-			-
Constructions installations générales	32 182	15 226		47 408
Installations techniques et outillage industriel	406 874	8 435		415 309
Installations générales, agencements et divers	57 753			57 753
Matériel de transport	34 757			34 757
Matériel de bureau, informatique et mobilier	81 990	21 629		103 619
Emballages récupérables et divers	-			-
Avances et acomptes	-			-
<i>Immobilisations corporelles</i>	694 918	45 290	-	740 208
Participations mises en équivalence				
Autres participations	114 710			114 710
Autres titres immobilisés	20 013			20 013
Prêts et autres immobilisations financières	3 507			3 507
<i>Immobilisations financières</i>	138 230	-	-	138 230
TOTAL	3 915 074	379 115	276 091	4 018 098

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Virements de poste à poste	260 256			
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	73 569	45 290	-	118 859
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	333 825	45 290	-	379 115
Virements de poste à poste	260 256			260 256
Virements de l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service	15 835			15 835
Diminutions de l'exercice	276 091	-	-	276 091

Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont déterminés en fonction du temps consacré par chaque salarié aux différents projets auquel s'ajoutent les frais du bureau d'étude et des factures de sous-traitance.

Ils sont activés lorsque la direction estime que le projet à de véritables chances de réussite commerciale.

	Montant Brut	Durée
Frais R&D 2007	263 978	4
Frais R&D 2008	263 609	4
Frais R&D 2009	116 798	4
Frais R&D 2010	371 189	4
Frais R&D 2011	230 106	4
Frais R&D 2012	240 043	4
Frais R&D 2013	302 395	4
Frais R&D 2014	297 552	4
Frais R&D 2015	130 830	4
Frais R&D 2016	250 173	4
Frais R&D 2017	242 751	4
Frais R&D 2018	51 458	4
Frais de recherche et développement	2 760 882	

Fonds commercial

	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global
TXCOM	90 000			90 000
ATTEL	30 000			30 000
AXIOHM	48 055			48 055
MAINTAG	50 000			50 000
DS-Dynatec	10 000			10 000
TOTAL	228 055			228 055

Au 31 décembre 2014, le fonds de commerce lié à ATTEL a été déprécié en intégralité soit 30 000 €.

Le 20 janvier 2017, la société TXCOM a fait l'acquisition du fonds de commerce de DS-Dynatec, pour une valeur de 10 000 €.

Immobilisations financières

Les autres immobilisations financières correspondent principalement à la régularisation du transfert des actions et liquidités lié à la résiliation en 2014, du contrat de liquidité qui avait été conclu par la société.

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Résultat du dernier exercice clos	Chiffre d'Affaires
<u>A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations</u>	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
- Filiales (plus de 50% du capital détenu)					
ATTEL INGENIERIE	26 618	-28 693	100%	27 544	290 473
AXIOHM LLC US		6 365	100%	146	
- Participations (10 à 50 % du capital détenu)					

Renseignements globaux sur toutes les filiales

Filiales et participations	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals	Dividendes encaissés
Renseignements détaillés concernant les filiales & participations					
- Filiales (plus de 50% du capital détenu)					
<u>Filiales françaises</u>					
ATTEL INGENIERIE	114 711	15 602	229 637		
- Participations (10 à 50 % du capital détenu)					

Les titres de la société ATTEL INGENIERIE ont fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 99 108 € sur 2014.

Amortissement des immobilisations

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement	2 009 367	314 670		2 324 037
Autres postes d'immobilisations incorporelles	102 023	10 435		112 458
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	2 111 390	325 105		2 436 495
Terrains	0			-
Constructions sur sol propre	50 882			50 882
Constructions sur sol d'autrui	0			-
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions	11 235	2 687		13 922
Installations techniques, matériel et outillage industriels	295 778	45 648		341 426
Installations générales, agencements et divers	30 475	3 587		34 063
Matériel de transport	14 520	8 993		23 513
Mat de bureau et informatique, mobilier	79 883	12 289		92 172
Emballages récupérables et divers	0			-
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	482 774	73 205		555 979
Total général	2 594 163	398 310	0	2 992 474

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice d'élève à 830 280 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Libellés	Montant brut	Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			-
Autres immobilisations financières (dépôts versés)	3 507		3 507
Autres immobilisations financières (actions propres)	20 013		20 013
<i>Total de l'actif immobilisé</i>	23 520	-	23 520
Clients douteux ou litigieux	651	651	
Créances clients et comptes rattachés	149 819	149 819	
Impôts et taxes	52 829	52 829	
CC filiales	284 326		284 326
Autres	231 921	231 921	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	81 457	81 457	
Ecart conversion actif	5 758	5 758	
TOTAL	830 280	522 434	307 846

Produits à recevoir

Montants des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants :

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Clients : factures à établir	32 433
Fournisseurs : avoirs à recevoir	7 928
Intérêts courus à recevoir	10 002
TOTAL	50 364

Capitaux propres**Composition du capital social**

Le Capital social d'un montant de 246 372 € est décomposé de 1 231 860 titres d'une valeur nominale de 0,20€.

Affectation du résultat

	Montant
Report à nouveau de l'exercice précédent	1 965 809
Résultat de l'exercice précédent	652 175
<i>Total des origines</i>	2 617 984
Affectation aux réserves	
Distributions	197 098
Autres répartitions	
Report à nouveau	2 420 886
<i>Affectation de l'exercice</i>	2 617 984

Tableau des variations des capitaux propres

	Solde au 01/01/2018	Affectations des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2018
Capital	246 372				246 372
Primes d'émission	2 938 987				2 938 987
Réserve légale	24 637				24 637
Réserves générales	409 609				409 609
Report à nouveau	1 965 809	455 077			2 420 886
Résultat de l'exercice	652 175	652 175	889 822		889 822
Dividendes		197 098			-
Total Capitaux propres	6 237 588	- 0	889 822	-	6 930 313

Provisions

Tableau des provisions

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Provisions pour litiges	18 000	60 725		78 725
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	15 119	5 758	15 119	5 758
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	33 119	66 483	15 119	84 483

Provisions pour dépréciation				
Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles	30 000			30 000
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation	99 108			99 108
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours	388 731	66 246	42 188	412 789
Provisions sur comptes clients	669		126	543
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	518 508	66 246	42 314	542 440

Total général	551 627	132 729	57 433	626 923
---------------	---------	---------	--------	---------

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 359 796 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Libellés	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
<u>Auprès des organismes de crédit :</u>				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	252	252		
Fournisseurs et comptes rattachés	640 947	640 947		
Personnel et comptes rattachés	98 908	98 908		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	125 395	125 395		
Impôts sur les bénéfices		-		
Taxe sur la valeur ajoutée		-		
Obligations cautionnées		-		
Autres impôts, taxes et assimilés	62 631	62 631		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-		
Groupe et associés		-		
Autres dettes	321 580	321 580		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	1 100 884	176 992	707 968	215 924
Ecart conversion passif	9 198	9 198		
TOTAL	2 359 796	1 435 904	707 969	215 925

Le montant des divers emprunts et dettes contractées auprès d'associés personnes physiques s'élève à 0 €.

Charges à payer

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	252
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	94 423
Dettes fiscales et sociales	171 797
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Avoir à établir	41 247
TOTAL	307 720

Autres informations

Eléments concernant les entreprises liées

Produits financiers concernant des entreprises liées : 3 380 €

	Entreprises liées	Entreprises avec lien de participation
Participations	15 602	
<i>Total des immobilisations</i>	15 602	
Créances clients et comptes rattachés	197 022	
Autres comptes rattachés	268 006	
<i>Total créances</i>	465 028	
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	67 946	
Autre dettes	41 178	
<i>Total dettes</i>	109 124	
TOTAL	371 506	

La société KITIS a facturé ses honoraires à TXCOM pour un montant global de 160 100 € en 2018.

Comptes de régularisation**Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges d'exploitation	81 457		
TOTAL	81 457		

Les charges constatées d'avance correspondent principalement au loyer du Lease-back immobilier du 1^{er} trimestre 2019.

Produits constatés d'avance

	Produit d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits d'exploitation			1 100 884
TOTAL	-	-	1 100 884

Les produits constatés d'avance correspondent principalement à l'étalement de la plus-value sur le Lease-back immobilier.

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés et reçus

	Montant en €
Effets escomptés	
Avals et cautions	20 000
Engagements en matière de pensions	208 701
Engagement de crédit-bail immobilier	1 828 581
Assurance CARDIF sur la tête de Monsieur CLAVERY	756 164
Contre garantie OSEO à hauteur de 20% sur 4 000 000 €	800 000
Clause de retour à meilleure fortune sur abandons de créances	413 000
Autres engagements donnés et reçus	1 969 164
<i>Total</i>	4 026 446

Au 31 décembre 2018, la clause de retour à meilleure fortune n'a pas trouvé son application au titre des abandons de créances du 8 décembre 2010 (350 000 €) et du 15 décembre 2011 (63 000 €).

La société a par ailleurs, obtenu une caution de 20 000 euros par BNP PARIBAS ;

Crédit-Bail

Rubrique	Terrains	Constructions	Total
<u>Valeur d'origine</u>	600 000	3 400 000	4 000 000
Amortissements :			
- Cumuls exercices antérieurs		1 317 500	1 317 500
- Dotations de l'exercice		170 000	170 000
TOTAL		1 487 500	1 487 500
<u>Redevances payées :</u>			
- Cumuls exercices antérieurs		2 376 162	2 376 162
- Exercice		293 661	293 661
TOTAL		2 669 823	2 669 823
<u>Redevances restant à payer :</u>			
- à un an au plus		275 905	275 905
- à plus d'un an et cinq au plus		1 474 590	1 474 590
- à plus de cinq ans		78 085	78 085
TOTAL		1 828 580	1 828 580
<u>Valeur résiduelle :</u>			
- à un an au plus			
- à plus d'un an et cinq au plus			
- à plus de cinq ans		1	1
TOTAL		1	1
Montant pris en charge dans l'exercice		293 661	293 661

Note sur le compte de résultat

Les transferts de charges en compte 791 correspondent :

- 7 343 € : transfert des paies du site du Plessis
- 124 008€ : refacturation de marchandises à ATTEL

Honoraires du commissaire aux comptes :

La société TXCOM a pour commissaire aux comptes, le cabinet ACA NEXIA, 31 rue Henri Rochefort, 75017 PARIS, représenté par Monsieur Eric CHAPUS.

En application de l'article R123-198 du Code du Commerce, la société est tenue d'indiquer le montant des honoraires du commissaire aux comptes pris en charge sur l'exercice.

Les honoraires, comptabilisés dans les charges de l'exercice 2018, se sont élevés à 27 075 Euros.

Le résultat exceptionnel se décompose ainsi :

	Montant
Pénalités et amendes	-
Charges sur opération de gestion	58 291
Charges lié au social	26 673
Charges sur Honoraires	3 200
Charges sur exercices antérieurs	33 655
Charges sur opérations en capital	15 835
Dotations pour risques et charges	60 725
CHARGES EXCEPTIONNELLES	198 379
Produits sur exercices antérieurs	43 837
Produits sur opération de gestion	8
Produits sur cession actif	177 409
PRODUITS EXCEPTIONNELS	221 254
RESULTAT EXCEPTIONNEL	22 875